

Séance inaugurale

Allocutions

Mustapha Besbes

Président de la CITEF

Altesse Royale, Prince NORODOM RANARIDDH
premier Premier Ministre du Royaume du Cambodge

Monsieur le Ministre,

Monsieur l'Ambassadeur, représentant le Directeur général de l'AUPELF

Monsieur le Président de l'ITC,

Mesdames, Messieurs,

Je voudrais tout d'abord, au nom de la Conférence internationale des formations d'ingénieurs et techniciens d'expression française, la CITEF, remercier les autorités cambodgiennes et la direction générale de l'ITC pour nous avoir permis d'organiser nos journées au sein de cette prestigieuse institution.

Les Journées Internationales de Technologie vont bientôt fêter leur vingtième anniversaire. C'est en effet en 1977 que furent organisées les premières JIT à l'ENSUT de Dakar. Cette aventure, initiée par deux Sénégalais de cœur, et je veux rendre ici un hommage légitime aux fondateurs : les Professeurs Michel GUILLOU et André KERGREIS, cette aventure est devenue, avec le temps, bien plus qu'une institution, un événement permanent.

Après Dakar, ce fut Yamoussoukro, puis Rabat où naquit la CITEF, puis Montpellier. Enfin, après Tunis, la décision fut prise de tenir les VI^{es} JIT à Phnom Penh. Ce choix semble des plus opportuns. Quel site plus judicieux que celui du Cambodge pourrait en effet abriter des journées consacrées à la Technologie ! Pays à l'histoire plusieurs fois millénaire et résolument tourné vers l'avenir, situé au cœur d'une région appelée sous peu à faire 50 % de la croissance mondiale, cette Asie du Sud-Est que tous nos pays en développement aspirent à prendre pour modèle. Le Cambodge représente l'un des meilleurs symboles aujourd'hui d'une impérieuse nécessité et d'une farouche volonté de « mise à niveau » technologique.

L'AUPELF-UREF ne s'y est d'ailleurs pas trompée en soutenant l'ITC, cet Institut qui symbolise au mieux l'engagement de l'AUPELF-UREF en matière de Sciences et de Technologies. J'ajouterai même que la tenue des VI^{es} JIT à l'ITC représente plus qu'un symbole : c'est un premier aboutissement pour l'aventure des JIT, et une démonstration de la théorie par la pratique : des idées, on est passé à la réalisation. Cet engagement de l'AUPELF-UREF s'est par ailleurs traduit par l'organisation de deux importantes manifestations qui ont consacré un nouveau souffle, un nouvel esprit et une plus forte adhésion.

Je veux parler ici des V^{es} JIT de Tunis, qui ont constitué une véritable mine d'idées, et une source d'inspiration inépuisable pour tous ceux qui s'intéressent à la formation des ingénieurs. La deuxième manifestation est d'une dimension encore bien plus importante. Ce sont les Assises francophones de la recherche d'Abidjan, qui constituent un véritable coup de force : c'est en effet, dorénavant, l'enseignant de base qui se sent ici appartenir à l'UREF par le biais du Fonds francophone de la recherche. Le chemin parcouru est énorme. De l'organisation certes généreuse mais un peu vieillotte et ringarde qu'elle était, ayant beaucoup de mal à se défaire de l'étiquette néocoloniale, se cantonnant et se complaisant dans des disciplines à caractère ethnologisant, l'AUPELF-UREF est passée, en quelques années, à l'état d'une entreprise moderne, dynamique, communicante, aux thèmes porteurs, aux réalisations concrètes et efficaces, aux idées nouvelles et mobilisatrices. Cela est dû en grande partie, à mon sens, au tournant pris en direction de la science et de la technologie qui constituent des valeurs universelles sur lesquelles la compétition est totale et sans merci. Des valeurs universelles disais-je. Disons plutôt des valeurs universellement partagées, mais très mal partagées. En effet, à l'heure de la mondialisation et de l'ouverture des frontières, les pays pauvres sont condamnés, au plan technologique, à être aussi performants que les riches. Là réside le véritable défi. Il sera longuement débattu au cours de nos travaux à la fois de la problématique et des solutions envisageables. L'AUPELF-UREF y contribue par le soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche. Ce qui a été d'ores et déjà réalisé est immense mais ce n'est pas encore assez. La CITEF, qui a apporté sa modeste contribution à l'édifice, souhaite bien sûr que cet effort puisse encore être considérablement renforcé. Je suis convaincu que l'AUPELF-UREF a plus que du ressort pour ce faire.

Mais qu'est-ce donc au juste que la CITEF ?

La CITEF est une organisation regroupant les responsables des formations d'ingénieurs et de techniciens supérieurs. Créée aux III^{es} JIT à Rabat en 1986, alors que M. EL ALJ, ici présent, était directeur de l'École Mohammadia d'Ingénieurs, elle fête son 10^e anniversaire et compte plus de 100 membres répartis pour 50 % en France, 25 % en Afrique sub-saharienne, le dernier quart réparti à égalité entre le Maghreb d'une part, la Belgique et le Canada d'autre part.

J'invite tous ceux d'entre vous qui ne sont pas encore membres à y adhérer massivement.

Notre association a pour objectif de contribuer à renforcer les liens de coopération entre les établissements. Elle tire sa force d'une présence effective « sur le terrain », dont le bilan sera présenté et discuté lors de notre assemblée générale.

Les JIT, qui ont constitué l'acte de naissance de la CITEF, ont par la suite toujours marqué un moment fort dans la vie de notre conférence. C'est ainsi que ceux de Montpellier en 1989 puis de Tunis en 1992 ont marqué des moments décisifs dans notre trajectoire. Aujourd'hui, nous allons débattre des « nouveaux défis ».

Un premier défi à relever sera de faire encore mieux que les fois précédentes. Je suis personnellement convaincu que nous y arriverons, ne serait-ce qu'à voir le nombre et la qualité des propositions de communications que nous avons reçues sitôt diffusée la première annonce des JIT.

Il est réconfortant de voir que cette crédibilité des JIT, devenues une valeur sûre à préserver, crédibilité liée probablement aux modestes actions de la CITEF et au nouveau look, au « relookage » de l'AUPELF-UREF, que cette crédibilité disais-je autorise à présent la participation de partenaires plus que crédibles.

Je suis heureux à cet égard de noter et de saluer le soutien de l'UNESCO à l'organisation des VI^{es} JIT ainsi que la présence de la très influente Conférence des Grandes Ecoles, représentée cette fois par le président LEVY. A Tunis, elle était déjà présente par la personne de son vice-président le Professeur PICINBONO.

Mesdames, Messieurs, je ne saurais terminer cette brève allocution sans remercier les membres du bureau de la CITEF, ceux du Comité scientifique des VI^{es} JIT, les membres du Comité d'organisation international et local, le secrétariat de l'AUPELF-UREF et l'administration de l'ITC pour l'admirable travail réalisé lors de la préparation de ces journées. Je suis persuadé que tous ces efforts seront largement récompensés par la qualité et l'efficience de nos débats.

Mesdames, Messieurs, je vous remercie de votre attention.

Professeur Michel Guillou

Directeur général de l'AUPELF, Recteur de l'UREF

(Allocution prononcée par M Michel COMBAL, Ambassadeur de France Honoraire)

Altesse Royale,
Monsieur le premier Premier Ministre du Gouvernement Royal,

Messieurs les Ministres,

Messieurs les Ambassadeurs et représentants du Corps diplomatique,

Monsieur le Président du Conseil d'Administration de l'Institut de Technologie du Cambodge,

Monsieur le Président de la CITEF - Conférence internationale des formations d'ingénieurs et techniciens d'expression française,

Messieurs les Recteurs et Doyens,

Messieurs les Directeurs et représentants des Écoles d'ingénieurs francophones,

Chers Collègues,

Mesdames et Messieurs,

C'est un grand honneur que vous nous faites, Altesse, de présider, malgré la lourde charge qui est la vôtre, l'ouverture solennelle de ces VI^{es} Journées Internationales de Technologie. Permettez-moi d'être l'interprète de tous ceux qui sont ici présents pour vous exprimer les très vifs remerciements de notre communauté scientifique et, au-delà, ceux de l'ensemble de la communauté universitaire francophone. Celle-ci, que

notre organisation, l'AUPELF-UREF, Agence francophone pour l'enseignement supérieur et la recherche, a pour mission de servir et de représenter, se sent reconnue, encouragée et renforcée de cette attention insigne que vous voulez bien lui prêter.

Soyez assurée, Altesse, que nous sommes très sensibles à ce geste d'amitié et de confiance.

Qu'il me soit également permis de remercier les membres du Gouvernement royal qui assistent à cette cérémonie, en particulier M. Tol Lah, ministre de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, et M. Pou Darany, sous-secrétaire d'État à l'Éducation, ainsi que toutes les autorités universitaires du Royaume aujourd'hui présentes en la personne des recteurs, doyens et directeurs des institutions d'enseignement supérieur, notamment M. Ouy Vanthon sans le concours duquel ces Journées n'auraient pu être organisées.

Je souhaite associer à ces remerciements la Conférence internationale des formations d'ingénieurs et techniciens d'expression française - la CITEF - et tout particulièrement son président, le Professeur Mustapha Besbes, qui a apporté une contribution déterminante à l'élaboration du programme scientifique de cette rencontre et dont je tiens à saluer le dynamisme et la constance dans l'engagement francophone.

Après les premières Journées Internationales de Technologie qui se sont tenues à Dakar en 1977, après celles qui ont été organisées par la suite à Yamoussoukro, à Rabat, à Montpellier, puis à Tunis, nous voici donc réunis à Phnom Penh pour débattre, dans le cadre de ces VI^{es} JIT, du thème majeur que constitue pour la francophonie scientifique « LES NOUVEAUX DEFIS DES ECOLES D'INGENIEURS ».

Vous avez, une nouvelle fois, répondu nombreux à notre appel et certains d'entre vous sont venus de fort loin - d'Europe, d'Afrique, d'Amérique - pour apporter leur contribution à cette réflexion sur les stratégies que doivent déployer les grandes écoles d'ingénieurs francophones afin de répondre au mieux aux enjeux de la modernité et de l'évolution du monde. Votre présence ici marque bien que ces Journées se situent dans ce cadre de solidarité agissante, d'échanges et de partage que constitue la francophonie multilatérale. Soyez-en tous très chaleureusement remerciés.

Qu'une telle rencontre ait lieu ici, à l'Institut de Technologie du Cambodge, dans une langue partagée, la langue française, me paraît illustrer de manière éclatante ce nouvel élan dans lequel s'inscrit la francophonie aujourd'hui.

Depuis le premier Sommet des chefs d'État et de Gouvernement ayant le français en partage, en 1986 - Sommet qui a fait de la francophonie une communauté fondée sur une volonté politique forte et durable -, que de chemin parcouru !

Neuf ans plus tard, après le VI^e Sommet qui s'est tenu à Cotonou au mois de décembre dernier, on peut dire sans risque de se tromper que la francophonie a grandi, que la dimension qu'elle a acquise constitue, pour tous les peuples des 49 pays qui la composent, pour les regroupements d'hommes et de femmes qui s'y reconnaissent, une source d'inspiration et d'espoir.

En se renforçant au plan institutionnel, la francophonie est devenue aujourd'hui particulièrement pertinente, particulièrement utile, comme référence commune à des valeurs fortes de liberté et de solidarité, mais aussi comme méthode de promotion de la modernité, de l'excellence et du partage raisonné des ressources.

L'un des faits politiques marquants de ces dernières années est sans conteste l'ouverture de la francophonie multilatérale à des espaces géopolitiques nouveaux, où elle ne s'était pas encore investie. La fin de la guerre au Liban, les changements intervenus en Europe centrale et orientale, l'ouverture de l'Asie du Sud-Est ont ainsi permis aux États de ces régions (Liban, Roumanie, Bulgarie, Vietnam, Cambodge, Laos, en particulier) de se tourner vers la francophonie multilatérale, vers les Sommets francophones pour bénéficier de la dynamique de développement créée par ceux-ci, pour rejoindre un regroupement d'États et de Gouvernements qui ont défini une nouvelle philosophie de la coopération internationale, un partenariat ancré dans une langue et une culture partagées, et susceptible d'exercer un attrait puissant sur tous les continents.

Cette volonté politique d'adhérer à la francophonie s'est manifestée, notamment, à l'occasion des séminaires qui ont regroupé, à plusieurs reprises, les recteurs et les chefs d'établissements des pays d'Europe centrale et orientale, et de l'Asie du Sud-Est, en particulier lors de la visite effectuée en mai 1995, en Europe et au Canada, par les recteurs et responsables de l'enseignement supérieur et de la recherche du Vietnam, du Cambodge et du Laos.

A ces occasions, ont été arrêtés les contours de politiques régionales francophones spécifiques en matière d'enseignement supérieur et de recherche, ainsi que des stratégies appropriées pour le développement de l'enseignement du et en français dans les universités et les instituts de recherche concernés.

L'Institut de Technologie du Cambodge, qui nous accueille aujourd'hui, est l'un des fleurons du dispositif de formation de haut niveau que l'AUPELF-UREF souhaite développer dans les régions de ce qu'il est convenu d'appeler la « francophonie d'appel ».

Dans le cadre d'une convention franco-khmère, un protocole tripartite entre le ministère français de la Coopération, le gouvernement du Cambodge et l'AUPELF-UREF

en date du 10 septembre 1993 donne à l'Institut un statut d'établissement multilatéral pour une durée de trois ans reconductibles.

Un plan de restructuration a été adopté à cette occasion, qui prévoit :

- la formation de techniciens supérieurs en trois ans (l'enseignement étant dispensé en français et en khmer) ;
- la formation d'ingénieurs en deux ans, dans le cadre d'une filière, ouverte aux techniciens supérieurs ayant une expérience professionnelle (l'enseignement étant dispensé en français avec introduction de l'anglais langue étrangère) ;
- la formation à la recherche à l'échelle francophone.

Par ailleurs, une formation directe d'ingénieurs en cinq ans est proposée à des étudiants recrutés par concours sur une base régionale.

La restructuration de l'Institut est menée de manière progressive, selon un système « en biseau », pour que les étudiants admis avant cette restructuration terminent leur cursus universitaire dans les meilleures conditions possibles. Une intervention du PNUD permet en partie d'assurer cette transition. Par ailleurs, un plan de perfectionnement des enseignants khmers est en cours de réalisation.

Bien sûr, il reste beaucoup à faire, en particulier en ce qui concerne les équipements et, surtout, l'amélioration du niveau pédagogique de l'enseignement qui demeure l'objectif majeur.

Mais l'Institut a bien changé et on peut considérer, après un peu plus de deux ans d'activités, que, grâce au concours de tous et à l'appui décisif du Gouvernement royal du Cambodge, les bases de fonctionnement sont solidement établies et l'ITC est désormais prêt à jouer son rôle d'établissement multilatéral francophone à vocation régionale.

La tenue aujourd'hui des VI^{es} Journées Internationales de Technologie est en quelque sorte la reconnaissance internationale de cette renaissance menée sous l'égide de l'AUPELF-UREF. Cent cinquante participants, témoins de la diversité des ressources de la francophonie, sont là pour observer, comprendre, enrichir cet établissement qui est aujourd'hui membre à part entière de la Conférence internationale des formations d'ingénieurs et techniciens d'expression française, la CITEF, coorganisateur de cet événement.

S'agissant de la coopération avec le Royaume du Cambodge, il me paraît également

important de signaler qu'en vertu de l'accord cadre signé en 1994 avec le ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports en vue de la mise en place d'un enseignement du français langue seconde dans le secondaire, 27 classes bilingues ont été ouvertes à Phnom Penh et en province. Pour ce qui concerne l'enseignement supérieur, cinq filières universitaires nationales ont été ouvertes à l'Université de Phnom Penh.

Comme vous le savez, l'AUPELF-UREF a tenu à s'associer, dès le départ, à la grande aventure francophone qu'ouvraient les Sommets.

Elle l'a fait - c'est son originalité en tant qu'opérateur des Sommets pour l'enseignement supérieur et la recherche - dans le cadre associatif qui est celui de plus de trois cents établissements d'enseignement supérieur et de recherche répartis sur tous les continents.

Ce cadre associatif permet le maillage des institutions. Il permet aussi de créer entre celles-ci, entre chercheurs, des réseaux performants où se développe, grâce au cadre multilatéral francophone, une grande créativité ; où se développe également - et c'est là aussi la force de notre démarche - un esprit de partage entre le Nord et le Sud, pays de l'Ouest et pays de l'Est.

Il y a dans l'appellation de notre organisation, dans le sigle de l'UREF, cette référence aux réseaux, à l'université des réseaux. Nous y sommes très attachés car elle implique une stratégie, une méthode et un esprit qui ont fait leurs preuves, qu'il s'agisse de la recherche, de la formation ou de l'information. Au cœur de ce dispositif, les réseaux institutionnels, qui regroupent par grands champs disciplinaires les doyens et directeurs d'établissements de formation (facultés, grandes écoles), occupent une place centrale. Partie intégrante de l'Agence dont ils sont membres et à laquelle ils sont liés par contrat, les réseaux institutionnels participent aux programmes de l'UREF en tant qu'opérateurs des actions de formation. Ils apportent également leur concours - et ce n'est pas la moindre de leur mission - à la production et à la diffusion de l'information scientifique et technique en langue française. C'est dire l'importance du rôle que la CITEF, créée à l'initiative de l'AUPELF-UREF lors des 3^{es} JIT de Rabat, a vocation de jouer dans un monde en profonde mutation où la formation - et notamment la formation au niveau supérieur - occupe une place essentielle dans le développement et la vie des sociétés.

Je laisserai le soin à M. Besbes de vous entretenir lors de l'Assemblée générale de la CITEF, prévue pour demain après-midi, des actions développées dans le cadre du réseau qu'il préside. Pour ma part, si vous le permettez, je souhaiterais évoquer devant vous certains des grands chantiers, des grands programmes mobilisateurs de l'AUPELF-UREF qui ont reçu l'approbation des chefs d'État et de Gouvernement lors du récent Sommet de Cotonou.

Deux d'entre eux, en particulier, me paraissent devoir être portés à votre attention dans la mesure où ils constituent des enjeux importants pour l'avenir des formations francophones dans le domaine des sciences de l'ingénieur.

Il s'agit :

- du Fonds francophone de la recherche, d'une part,
- du Réseau électronique francophone d'information, d'autre part.

L'organisation de la recherche en francophonie est un des facteurs essentiels du développement. Retenue par le V^e Sommet de la francophonie à Maurice en 1993, la création du Fonds francophone de la recherche vise à transférer au Sud les savoir-faire accumulés en matière d'administration de la recherche en s'appuyant

- sur l'excellence concentrée, par la mise en place d'Ecoles doctorales régionales,
- sur l'excellence répartie, par
 - * la mise en œuvre d'un programme de soutien aux laboratoires associés,
 - * la constitution de jeunes équipes de recherche,
 - * la mise en place d'actions de recherche concertées.

La synergie des programmes de recherche, qui bénéficient de la participation de consortiums d'appui réunissant les meilleurs établissements du Nord et sont relayés par les programmes de bourse, permet non seulement l'établissement de partenariats de qualité, mais aussi la concentration des ressources autour de pôles d'excellence répartis à travers tout l'espace francophone, ainsi que la mise en place d'une coopération à dimension régionale dans les pays en développement.

Autant d'atouts qui me semblent aller dans le sens de nos préoccupations conjointes et que je livre à votre réflexion au seuil de ces Journées. Mais il est clair que la mise en commun, dans le cadre de la francophonie scientifique, des ressources disponibles en matière d'enseignement et de formation à la recherche requiert, en tout premier lieu, le partage de l'information.

Avec le multimédia et Internet, c'est une autre manière de s'instruire, de travailler, de vivre qui s'impose à nous ; c'est une révolution de l'information et de la culture qui s'opère, aussi forte que celle occasionnée au XVI^e siècle par la découverte de l'imprimerie.

Face à la mondialisation de l'information à travers les réseaux, et notamment Internet, la francophonie doit organiser et structurer son information et assurer rapidement la connexion des pays du Sud afin que l'ensemble francophone dispose d'un maillage serré de structures d'accès à l'information. Partiellement absente de ces autoroutes de l'information, où plus de 90 % des données circulent en anglais, la francophonie doit créer au sein des grands réseaux internationaux un espace de communication en langue française, organisé et maillé par un réseau d'ordinateurs.

C'est la vocation du projet REFER, réseau électronique francophone pour l'enseignement, l'économie, l'entreprise et la recherche, développé par l'AUPELF-UREF et auquel participent les grands producteurs francophones d'information tels que le CRIM de Montréal, l'ORSTOM, le CNRS et le CIRAD en France.

Quelque 600 centres et points SYFED mis en place depuis 1989 par l'AUPELF-UREF, notamment dans un très grand nombre de pays du Sud, préfigurent le projet de mise en réseau des ressources francophones sur Internet, dans la mesure où ils permettent déjà, par l'interrogation télématique, l'accès aux grandes banques de données francophones des produits d'information scientifique et technique en langue française.

Appui à la formation partagée, à la création de pôles d'excellence, à la relance de la recherche dans le cadre de partenariats et la mise en place de consortiums d'établissements, mise en réseau du potentiel scientifique francophone, telles sont les priorités des programmes mis en œuvre par l'AUPELF-UREF.

La francophonie doit aujourd'hui, pour renforcer sa pertinence, pour structurer son développement, faire toujours plus appel à l'esprit de créativité, au dialogue ouvert, permanent, constructif entre, d'une part, la base que constituent les individus, les réseaux où les idées et le mouvement prennent leur origine, et, d'autre part, le Sommet qui valide ce qu'il y a de meilleur dans ces propositions et leur donne l'encouragement et les moyens nécessaires. Les organisations qui ont réussi et qui connaissent, tel l'INTERNET par exemple, un développement fulgurant, ont pour principe même l'alliance étroite d'un dynamisme puissant, d'une participation constante de la base et d'une structuration permanente au sommet.

Les Écoles d'ingénieurs francophones représentent, dans leur diversité et leur complémentarité, un ensemble cohérent et innovant. Elles participent d'un espace - l'espace francophone - véritable laboratoire d'humanité capable d'apporter des réponses nouvelles aux défis de cette fin du XX^e siècle caractérisés par des changements économiques majeurs.

Vous aurez l'occasion, au cours de ces Journées, de parler plus sagement que moi des défis que connaissent les grandes Écoles d'ingénieurs, que ce soit celles du Sud ou celles du Nord. J'ai souligné la contribution que peut apporter la francophonie multilatérale à deux de ces défis. Le premier concerne l'interrelation qu'il faut d'urgence établir ou renforcer entre vos différentes institutions. Les réseaux mis en place, celui de la CITEF en particulier, sont une première réponse à ce besoin de communication, de renforcement, d'enrichissement mutuel et de solidarité active.

Le second concerne le grand défi dont j'ai dit un mot, des grands réseaux d'information - l'Internet notamment - qui seront demain le lot quotidien des chercheurs et enseignants et le vecteur principal de la communication en matière de science et de technologie.

Un troisième défi à propos duquel nous attendons de vous réflexions et propositions, concerne naturellement la place et le rôle que les Écoles d'ingénieurs sont aujourd'hui appelées à occuper dans les espaces de la formation, de l'économie et, plus généralement, des sociétés qui sont les nôtres. Les concurrences sont féroces, les attentes nombreuses, les besoins immenses, les moyens parfois limités...

Afin de répondre aux enjeux, les Écoles d'ingénieurs doivent nécessairement évoluer tout en maintenant l'esprit et la qualité qui ont toujours été les leurs.

Altesse Royale, Messieurs les Ministres, Messieurs les Recteurs, au nom de l'AUPELF-UREF et des représentants des Écoles d'ingénieurs francophones, je tiens à vous adresser mes plus vifs remerciements pour la qualité et la chaleur de votre accueil. Je suis convaincu que ce séminaire donnera lieu à des échanges approfondis et constructifs, à un enrichissement mutuel dans un véritable esprit de coopération.

Coopérer, c'est opérer ensemble en toute réciprocité. C'est notre souhait commun et je forme le vœu que les nouveaux défis que doivent relever les Écoles d'ingénieurs fassent, au cours de ces deux journées, l'objet de travaux fructueux pour la communauté scientifique que nous représentons et, surtout, suscitent des réponses correspondant aux attentes des pays et de la francophonie que nous servons.

M. Poudarany

Sous-Secrétaire d'État à l'Éducation

Altesse Royale SAMDECH KROM PREAH NORODOM RANARIDDH
premier Premier Ministre représentant Sa Majesté le Roi,

Excellences,

Mesdames et Messieurs honorables invités,

Monsieur le représentant de l'AUPELF-UREF,

Monsieur le Président de la CITEF,

Mesdames et Messieurs les participants,

J'ai l'honneur et le plaisir de participer avec vous à la cérémonie d'ouverture des VI^{es} Journées Internationales de Technologie.

Tout d'abord, je voudrais remercier chaleureusement Monsieur le Recteur de l'AUPELF-UREF, le Président de la CITEF et tous les participants de nous faire le grand honneur de choisir l'ITC, l'Institut de Technologie du Cambodge, pour accueillir les Journées Internationales de Technologie 1996.

Je leur souhaite la bienvenue au Cambodge et un agréable séjour parmi nous.

Je voudrais aussi exprimer mes sincères remerciements à tous ceux qui ont contribué à l'organisation de ces journées, assurer les participants de mon ferme soutien et vous souhaiter un plein succès dans vos travaux. En se référant à vos sujets de débat, nous nous rendons compte combien la formation des ingénieurs et des techniciens au Cambodge est concernée.

Après des années d'isolement, le Cambodge est maintenant ouvert au monde. Depuis l'avènement du gouvernement royal actuel, nous avons fait d'importants efforts en éducation et en formation. La réforme des enseignements primaires et secondaires et la

formation des maîtres sont maintenant dans la phase d'exécution. Il est temps aujourd'hui de reconsidérer l'enseignement supérieur pour lequel un groupe de travail national est en train de définir une réforme complète et de proposer un plan global de développement pour les dix prochaines années. Dans ce plan de développement, la formation technique prendra une place importante. Il faut définir les nouveaux rôles des ingénieurs et techniciens afin de répondre aux besoins de la société. Ils sont des agents de développement et des entrepreneurs dans un contexte d'évolution très rapide de la technologie, avec de nouvelles règles du marché économique mondial et une compétition effrénée des marchés mondiaux et régionaux. Pour cela, il faut que les établissements de formation restent en contact permanent avec les partenaires économiques et sociaux. Nous espérons de votre rencontre une réponse qui pourrait nous aider dans nos choix de formation.

Je remercie Son Altesse Royale SAMDECH KROM PREAH NORODOM RANARIDDH d'avoir bien voulu nous honorer de sa haute présence en présidant cette cérémonie d'ouverture des Journées Internationales de Technologie 1996.

Enfin, je remercie également tous ceux qui ont œuvré pour que ces Journées Internationales de Technologie soient un succès. Je remercie les honorables invités de leur présence et je souhaite à nouveau aux participants un plein succès.

S.A.R. Samdech Krom Preah Norodom Ranariddh

Premier Premier Ministre du Gouvernement Royal du Cambodge

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Chers Amis,

S.M. Preah Bat Samdech Preah NORODOM Sihanouk Varman, Très Illustre et Vénéré Père de la Nation, m'a accordé le grand honneur de le représenter et de présider cette cérémonie d'ouverture des VI^{es} Journées Internationales de Technologie.

Au nom du Gouvernement royal, au nom de Samdech HUN Sen, deuxième Premier Ministre, permettez-moi de souhaiter la bienvenue à tous les participants de toutes nationalités, aux organisateurs, l'AUPELF-UREF, l'ITC et la CITEF.

J'adresse mes remerciements particuliers à Monsieur COMBAL, représentant de Monsieur GUILLOU, Recteur de l'AUPELF-UREF, à Monsieur OUY Vanthon, Président de l'ITC, à Monsieur Bernard CAVAILLE qui ne ménage pas ses efforts quotidiens pour l'ITC, à Monsieur BESBES, Président de la Conférence internationale des formations d'ingénieurs et techniciens d'expression française (CITEF) ainsi qu'à tout le personnel, et notamment les personnels expatriés, de l'ITC.

C'est la première fois que les Journées Internationales de Technologie se tiennent en Asie, et le Royaume a le plaisir de les accueillir.

Je saisis cette occasion pour souligner la ténacité et les efforts du Gouvernement royal en vue de moderniser le Royaume. Les Journées Internationales de Technologie s'inscrivent parfaitement dans la ligne de nos actions.

Ce qui nous réunit aujourd'hui est un exemple vivant du resserrement des liens culturels et scientifiques entre les différents pays de la communauté francophone que je salue très fraternellement et très chaleureusement.

Les tables rondes organisées en vue d'une réflexion sur les technologies et leur enseignement sont une source d'enrichissement nécessaire et indispensable. Je suivrai avec le plus grand intérêt les résultats de vos travaux.

Les thèmes de travail choisis montrent le souci de bien préparer le terrain de notre avenir : savoir utiliser les autoroutes de l'information, développer la coopération internationale, améliorer les cursus, élargir les missions des Instituts de Technologie, réfléchir en permanence sur la qualité des formations, sont autant de sujets demandant des réponses claires pour adapter nos ressources humaines aux besoins d'un développement jamais achevé.

Excellences,
Mesdames et Messieurs,
Chers Amis,

Je suis convaincu que l'organisation des Journées Internationales de Technologie à Phnom Penh témoignent de la paix et des progrès réalisés dans notre pays.

Nous sommes conscients de notre faiblesse dans les domaines scientifiques et technologiques. Nous manquons de chercheurs, d'ingénieurs, de techniciens réellement compétents pour le pays.

Dans le contexte actuel de progression vers la modernisation, la formation des techniciens supérieurs répond aux besoins fondamentaux du Royaume. Je souhaite très sincèrement que la profession de technicien supérieur soit revalorisée et que son cursus de formation soit parfaitement adapté aux réalités de l'économie du Royaume.

Il apparaît que deux besoins sont à satisfaire :

1) Le renforcement des équipements en matériels notamment pour les laboratoires et l'assistance technique.

Les équipements sont vitaux pour l'adaptation de l'ITC à la situation du Cambodge à la veille du 3^e millénaire et sans assistance technique, nous perdrons un temps précieux.

2) L'augmentation des prestations pédagogiques des enseignants est également une nécessité permanente.

En améliorant leur formation, afin de les adapter aux évolutions technologiques,

nous nous armerons mieux pour le futur. L'ITC identifie ses futurs enseignants parmi les étudiants. Cela correspond exactement à ce que nous souhaitons car c'est le gage de la pérennité de l'Institut et de la qualité de son enseignement.

Je suggère que la titularisation des enseignants dans le corps des fonctionnaires soit étudiée aussitôt que possible par le ministère de l'Éducation nationale auquel je laisse le soin de définir les modalités de cette titularisation.

Un domaine me tient particulièrement à cœur. Il s'agit du renforcement des liens entre l'ITC et les entreprises privées. Introduire le secteur privé dans l'ITC sera la certitude d'obtenir un enseignement d'excellence. Faire de l'ITC un lieu de production, à l'exemple de la « Junior-Entreprise » déjà créée, apportera de l'efficacité et, assurément, la meilleure réponse au fait que nous n'avons pas de temps à perdre.

La quasi-totalité des élèves travailleront dans le secteur privé. Celui-ci est appelé à de grands développements. « L'enseignement-application » est une nécessité tout comme la création des stages en entreprises ou la création de nouvelles Junior-Entreprises. Coller à la réalité économique et développer l'esprit d'entreprise, voilà le but.

Excellences,
Mesdames et Messieurs,
Chers Amis,

Permettez-moi d'exprimer de très sincères remerciements à la France. Elle fait des efforts considérables pour l'ITC. Elle accueillera bientôt 90 stagiaires en France et assume plus de 90 % du financement de l'Institut.

Je veux souligner que les étudiants cambodgiens s'efforcent de répondre de leur mieux à ces efforts par leur travail. Je sais que leur soif de connaissance est immense et qu'ils feront tout pour réussir.

Je profite de cette occasion pour lancer un appel à une ouverture plus large au niveau des partenaires de l'ITC.

Bienvenue à la coopération avec la Nouvelle-Zélande qui a entrepris l'une des premières actions de coopération SUD-SUD dans l'ITC, qui, ne l'oublions pas, a une vocation régionale. Ceci est à développer.

La coopération multilatérale doit apparaître davantage et je souhaite encore plus de

solidarité. Nous avons besoin de l'ITC dans la perspective de l'intégration économique de la région. Des milliers d'emplois seront offerts dans les 20 ans à venir à des ingénieurs et techniciens supérieurs. Nous devons pouvoir les satisfaire.

En ma qualité de représentant de S.M. le Roi et de premier Président du Gouvernement royal, j'affirme notre soutien sans réserve et notre encouragement pour ces Journées Internationales de Technologie.

Je voudrais exprimer notre plus profonde gratitude aux pays participants, aux éminentes personnalités étrangères et cambodgiennes qui ont permis le déroulement de cette rencontre.

Excellence
Mesdames, Messieurs,
Chers Amis,

Je déclare solennellement ouvertes les VI^{es} Journées Internationales de Technologie et vous remercie pour votre aimable attention.

K. Nhouyvanisvong

Directeur du bureau de l'UNESCO, Phnom Penh

Message de l'UNESCO

Monsieur le premier Premier Ministre,

Monsieur le Sous-Secrétaire d'État,

Monsieur le Président de la CITEF,

Monsieur le Président du Conseil d'Administration de l'ITC,

Messieurs les Recteurs et Doyens,

Mesdames, Messieurs,

Je suis très honoré de vous saluer au nom de l'Organisation des Nations unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) et de son Directeur général, Monsieur Frederico Mayor.

La profession d'ingénieur a un rôle unique à jouer. En tant qu'auteurs, dessinateurs et constructeurs d'une grande partie des infrastructures de la planète, les ingénieurs doivent contribuer à s'assurer que le développement a lieu dans de bonnes conditions pour l'environnement. Une attention particulière devra être apportée à l'impact environnemental, les professionnels devront prendre en compte non seulement les considérations à court terme mais aussi le futur. L'industrialisation guidée par la technologie est devenue un enjeu majeur pour les pays du tiers monde aussi bien que pour ceux d'Europe centrale et de l'Est. Alors que notre agence sœur, l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), tente de trouver une solution à ce problème au niveau de l'industrie, la réaction de l'UNESCO est de se demander : « Comment l'université pourra-t-elle contribuer au développement ? » L'in-

dustrialisation d'un pays ne peut se faire sans développement des ressources humaines et transfert de technologie.

L'université a trois fonctions : l'éducation, la recherche et les services. Cependant, dans les pays en développement, les Écoles d'ingénieurs ne participent pas suffisamment au processus d'industrialisation de leur pays. L'UNESCO croit que la coopération entre les universités et l'industrie pourra être une contribution valable pour l'industrialisation des pays en développement.

La 27^e session de la Conférence générale de l'UNESCO a approuvé en 1993 le programme UNISPAR (partenariat université-industrie-sciences). Ce programme vise à promouvoir la coopération internationale en créant et en diffusant des réseaux d'information, en développant et en mettant en œuvre avec les États membres de l'UNESCO des projets entre l'université et l'industrie aux niveaux national, régional et international. Dans le cadre du programme UNISPAR et de la commémoration du 50^e anniversaire de l'UNESCO, le « Congrès mondial des responsables de formation d'ingénieurs et des dirigeants d'industrie » se tiendra au siège de l'UNESCO du 2 au 5 juillet 1996. Je vous invite à présenter les résultats de ces journées internationales lors de ce Congrès mondial.

J'ai le plaisir de féliciter, au nom de l'UNESCO, l'Agence francophone pour l'enseignement supérieur et la recherche (AUPELF-UREF), l'Institut de Technologie du Cambodge (ITC) ainsi que la Conférence internationale des responsables des formations d'ingénieurs et techniciens d'expression française (CITEF). Je voudrais remercier aussi toutes les institutions, les compagnies privées et les personnes qui ont contribué à l'organisation de ces journées et je vous souhaite un grand succès.